L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS :
MERCREDI MATIN, 26 OCTOBRE 1836.

POUR PRESIDENT
M. VAN BUREN.

POUR VICE PRESIDENT :
RD. M. JOHNSON.

ELECTEURS DU PRESIDENT ET DU VICE-PRESIDENT DES E..U.

1ER. DISTRICT.....J. B. PLAUCHÉ.
2ME. DISTRICT.....T. W. SCOTT.
3ME. DISTRICT.....T. LANDRY.
4ME. DISTRICT.....A. MOUTON
5ME. DISTRICT.....P. E. BOSSIER.

L'indisposition de plusieurs de nos ouvriers nous oblige de renvoyer à notre prochain numéro la publication de la séance du Conseil de la Première Municipalité.

Une lettre du 11 octobre, reçue de New-York par le courrier d'hier, annonce que le paquebot de Londres du 10 oct. venait d'arriver. Nous devons nous attendre à recevoir des nouvelles importantes si la malle arrive aujourd'hui.

Une lettre du Havre du premier septembre annonce que le marché était plus actif que les jours précédens.

☞Le comité général du parti démocratique est invité à se réunir, ce soir, à 7 heures précises au bureau de la Compagnie d'Assurances et du Théâtre d'Orléans, encoignure des rues Royale et Orléans.

Le navire Elizabeth, arrivé de Liverpool, porte 106 tonneaux de fer travaillé pour la compagnie du chemin à coulisses de la N. Orléans et de Nashville.

M. Blanc (dit la Gazette de France du 22 août sous la foi de l'Ami de la Religion) évêque de la Nouvelle Orléans, qui est aussi du diocèse de Lyon, est en ce moment à Rome, et est attendu à Lyon le mardi prochain. Nous avons, il y a quelques mois, annoncé l'arrivée de ce prélat en Europe, son principal objet était d'établir un collége dans son diocèse, où les moyens d'instruction sont rares.

VENTE EXTRAORDINAIRE DE COTON.

En se référant à notre partie commerciale on verra que les ventes de cotons effectuées hier se montent à 2284 balles. En prenant le terme moyen des différens prix (c'est à dire 17 1/2 par livre) la somme totale se monterait à $159,880.

Question de la batture—Attitude des trois Municipalités.

"Le Génie de Brutus lui criait par fois:
"nous nous reverrons à Philippes !"
ne pourrions nous pas crier aussi à
ceux qui ont voulu de la division de la ville : "nous nous reverrons bientôt à la question du port!"

Abeille du 29 avril 1836.

Il ne nous était guère possible de choisir un meilleur texte pour l'article que nous nous disposons à traiter aujourd'hui que celui qui précède et qu'une sorte de sentiment de conviction semble nous avoir inspiré, lorsqu'au 29 avril dernier, prévoyant les tristes résultats qu'occasionnerait infailliblement le bill de division, nous cherchions à préparer nos lecteurs aux événemens de l'avenir. De quelles épithètes fulminantes les prôneurs et partisans du bill ne dûrent-ils pas nous gratifier, lorsque nous leur disions :—"Nous nous reverrons bientôt à la question du port"? Les quolibets, sans doute, pleuvaient alors sur nous ; on nous traitait pour le moins de visionnaire, d'alarmiste, de pessimiste : et cependant notre prophétie s'est accomplie à la lettre, car voilà que la batture du faubourg Ste. Marie vient mettre en état d'hostilité les trois conseils municipaux, et, avec eux, les trois portions de notre population.

Quelle sera la conséquence de cette lutte ? Les citoyens en viendront-ils au point de se faire justice eux mêmes ? porteront-ils l'affaire devant les tribunaux pour que les droits de chacun soient expliqués et parfaitement établis ? C'est ce que nous ignorons encore : mais dans l'intervalle le public souffre. La batture qui est un objet d'utilité générale est interdite à l'usage des industriels par une injustice criante du conseil de la seconde municipalité ; et dans quel but ? pour quel motif ? parce qu'il a plu aux aldermen de cette municipalité de dire : nous sommes ici seigneurs et suzerains ; la batture est un de nos fiefs ; nous voulons l'exploiter à notre guise et toute tentative dont l'objet sera de nous gêner dans la marche de nos opérations personnelles sera réputée délit de lèze souveraineté Ste. Marienne.

A Dieu ne plaise que nous voulions réveiller ces vieilles idées de parti et chercher à tracer de nouveau une ligne de démarcation dont l'existence serait le plus grand fléau pour la prospérité de la Nouvelle-Orléans ! Mais cependant il est de ces choses qu'on ne peut point passer sous silence, quelle que soit l'envie que l'on ait de voir régner l'ordre, la tranquillité et l'harmonie au sein de la population. Quand un vice existe, il faut oser le signaler, il faut même avoir le courage d'indiquer le remède, dût on s'exposer à l'inimitié de ceux dont on a trahi les secrets.

Persuadé que ce plan de conduite est le seul que doive suivre la presse libre et indépendante, nous aborderons sans hésiter la question, et nous dirons que les difficultés actuelles au sujet de la batture ne sont que l'œuvre de quelques spéculateurs qui cherchent à décupler leurs fortunes privées sans s'inquiéter si l'arbitraire de leurs actes politiques doit plonger la cité dans une série de catastrophes plus affreuses les unes que les autres.

Comment en effet pourrions nous interpréter différemment les motifs qui font agir le Conseil de la seconde municipalité. Quels sont les droits de ce corps à la batture du faubourg Ste. Marie? En vertu de quel titre ose-t-il mettre un embargo sur une propriété qui appartient exclusivement au public et dont la jouissance doit être aussi inviolable que celle du droit de citoyenneté ? Voilà des questions qui nous semblent être positives : se trouvera-t-il un seul membre qui vous dira ou qui pourra leur donner une solution aussi positive ?

Dans notre article de Samedi dernier nous avons démontré de la manière la plus évidente les droits de la communauté entière à la batture du faubourg supérieur. Ces droits découlent de l'acte de compromis passé le 20 septembre 1820 entre les propriétaires riverains et la corporation de la Nouvelle-Orléans. Ces droits ont été reconnus par la Législature, comme on peut s'en convaincre par la clause provisoire de la 11e. section du bill de division. D'un autre côté ceux de la seconde municipalité ne sont qu'illusoires : ils n'existent que dans l'imagination des membres de ce corps : ils ne reposent sur aucune base de justice ou d'équité, car pour que cette batture put appartenir à cette municipalité il faudrait que le titre de possession lui eut été transmis par les véritables propriétaires: or nous savons qu'un semblab'e transfert n'a jamais existé.

Mais nous voulons supposer pour un moment que la batture ne soit pas un bien public nonobstant le vœu formel de l'acte de donation et celui de la Législature. Considérons la comme une propriété dont le titre est tellement douteux qu'elle ne puisse être regardée que comme un objet en litige. Qu'y aurait-il à faire en pareil cas ? Les trois conseils municipaux devraient s'entendre à l'amiable, de manière à fixer la part de droits et de privilèges qui pourrait revenir à chacune d'elles. Voilà ce qu'un sentiment de justice devait recommander, et voilà ce qu'on a voulu faire la première municipalité et la municipalité inférieure, quoique d'ailleurs elles fussent bien convaincues de la légalité et de la validité de leurs titres. Mais quand on a le mauvais droit de son côté, il en coûte à en venir à des explications ou plutôt on s'y refuse entièrement. C'est ce qu'a fait la seconde municipalité ; et de quelle manière ? de manière à blesser la respectabilité de deux corps revêtus de la confiance et des pouvoirs d'une grande majorité de la population.

Nous avons exposé brièvement la question de la batture ; nous croyons cependant avoir suffisamment démontré que rien ne pouvait altérer, diminuer ou modifier les droits des trois municipalités à la jouissance commune du sable et de la terre qu'elle fournit. Il nous reste maintenant à soumettre au public les pièces en vertu desquelles les trois conseils ont agi pour proposer et refuser certaines mesures conciliatoires au sujet de l'établissement des droits de chacun d'eux, collectivement et séparément. Ces pièces se composent 1o. d'une résolution du conseil de la première municipalité, autorisant son comité de correspondance à traiter amiablement avec la seconde municipalité pour l'objet dont il était question, et à inviter la municipalité inférieure à s'adjoindre à lui dans cette négociation. 2o. La lettre des deux comités réunis de la première et troisième municipalités à celui de la seconde ; 3o. la réponse de la seconde municipalité aux ouvertures qui lui étaient faites et les résolutions qui accompagnent ladite réponse et qui en font partie constitutive. Après cela le public n'hésitera pas, nous le présumons, à prononcer sa sentence. Quant à nous, au nom de toute la population, nous croyons devoir rendre les aldermen de la seconde municipalité responsables de tous les événemens fâcheux qui pourront être la conséquence de leur entêtement, de leur folie et de leurs actes arbitraires.

Résolu que le comité de correspondance est et demeure prié de s'adresser au Conseil de la seconde municipalité et exposer la décision de la 1re. municipalité sur la dite batture, d'employer toute mesure et moyens conciliatoires qu'il croira le plus convenables pour maintenir la bonne harmonie et la parfaite intelligence qui doivent régner entre les trois municipalités: et que ledit comité soit chargé d'en donner connaissance à la 3me. municipalité et de demander son concours.

A Monsieur le Recorder et membres de la Seconde Municipalité de la Nouvelle-Orléans.

Messieurs,

Les soussignés composant les comités de correspondance des 1ère. et 3ème. Municipalités de la ville de la Nouvelle-Orléans, ont été chargés de s'adresser à vous, et d'employer toute mesure et moyens conciliatoires qu'ils croiront le plus convenables pour maintenir la bonne intelligence et l'harmonie qui doivent régner entre les trois Municipalités.

Nous espérons donc, Messieurs, que vous voudrez bien nommer un comité de conférence qui put s'entendre avec nous ou tels autres comités qui seraient nommés à cet effet, pour régler la manière dont les habitans des trois Municipalités pourront prendre de la terre sur la batture, et quels sont les travaux qui pourront être faits sur les rives du fleuve sans nuire aux intérêts d'aucune des Municipalités.

Nous sommes flattés d'avoir été choisis pour être auprès de vous les organes des 1ère. et 3ème Municipalités, et nous vous prions de croire que nous sommes

Avec respect,
Messieurs,
Vos très humbles et obéissans serviteurs,

(Signé) FERAUD, } Comité correspondance de
PERCY, } la 3ème. Municipalité
E. A. CANON, } Comité correspon-
CRUZAT, } dance, 1ère. Muni'é.
COLSON, }

A MM. le recorder et membres du conseil de la première municipalité de la ville de la Nouvelle-Orléans.

Messieurs,

J'ai été invité par le conseil de la seconde municipalité à vous transmettre une copie des résolutions suivantes, en vous assurant de la considération respectueuse du conseil, flatté d'avoir été choisi comme l'organe de ce corps. Je vous prie également de vouloir bien agréer l'assurance de ma considération respectueuse.

Je suis Messieurs,
Votre très Hble. et Obé. Serv.
JOSUAH BALDWIN.

Nouvelle-Orléans 19 oct. 1836.

Attendu que ce conseil a été invité par les comités des conseils de la première et de la troisième municipalité, à nommer un comité de conférence, à l'effet de s'entendre avec eux sur la manière dont les citoyens des trois municipalités, pourront prendre de la terre sur la batture en face de cette municipalité; et afin de régler quels sont les travaux qui pourront être faites sur les rives du fleuve en face de cette municipalités. Sans porter préjudice aux intérêts des autres municipalités. Et attendu que d'après la loi, toute action sur ces objets est exclusivement réservée à ce conseil, pourvu que les droits légaux des autres municipalités ne soient point enfreints, et attendu que ce conseil n'a pas été informé que les droits des conseils de la première ou de la troisième municipalité ou d'aucun des citoyens des dites municipalités, ayant été en aucune manière enfreints, par des ordonnances de ce conseil, ou par aucuns officiers, agissant sous l'autorité de la secon de municipalité.

1. Il est en conséquence résolu, que le conseil de la second municipalité n'a pas le pouvoir de faire aucun acte, qui puisse en rien compromettre les droits de ses commettants, et que par conséquent il ne peut pas nommer un comité pour conférer avec les comités de la première et de la troisième municipalité, sur un point de droit, qui dans l'opinion du conseil est clairement décidé par la loi.

2. Il est de plus résolu, qu'aussitôt que ce conseil sera informé d'aucune juste cause de plainte de la part des conseils de la première ou de la troisième municipalité, ou d'aucun de leurs habitans, soit relativement à la batture, ou aux travaux qu'on y fait pour la commodité du commerce, il sera immédiatement pris des mesures par ce conseil pour faire droits aux dites justes causes de plaintes, et pour empêcher ne donner lieu de nouveaux espérant ainsi maintenir la bonne harmonie, qui doit toujours exister entre les différentes branches de l'administration de la ville, et entre les citoyens en général,

3. Il est de plus résolu. Que le président du conseil soit invité à transmettre aux comités réunis des première et troisième municipalités, deux copies de ces résolutions, en les assurant de la considération respectueuse de ce conseil.

Je certifie les résolutions qui précèdent, conformes à l'original.

JOHN GIBSON secrétaire
Adopté jeudi 18 oct. 1836.

CONSEIL DE LA 3me. MUNICIPALITE.

Séance extraordinaire de lundi 24 octobre 1836.

Le conseil s'est assemblé extraordinairement.

Le Recorder ayant appelé les membres à l'ordre et invité le secrétaire à faire l'appel nominal ; les membres présens furent Mrs. Duvignenaud, Ferraud, Lesseps, Kilshaw, Lara, Marigny et Percy.

Lecture du journal de la dernière séance est faite et approuvée par le Conseil.

Lecture est faite d'une lettre du maire, informant le conseil qu'il l'avait convoqué extraordinairement sur demande de Mrs Ferraud, Marigny et Lara.

Sur motion de M. Lesseps, et après dispensation des règles,

Résolu que le secrétaire est autorisé à remplacer les mots *en violation* par le mot *contrairement aux ordonnances*, &c. dans la résolution adoptée à la dernière séance relative à certains billets émis par le maire en faveur du trésorier de cette municipalité en paiement des actions souscrites au nom et pour compte de la municipalité au fonds capital du rail-road de la Terre aux Bœufs.

Sur motion de M. Marigny, après dispensation des règles et un rapport *présenté* par M. Duvigneaud et adopté par le Conseil.

Considérant qu'il est de la plus grande importance pour cette municipalité que le *rail road projeté*, ait lieu entre un point de cette municipalité jusqu'au chemin de la Terre aux Bœufs,

Résolu, Qu'indépendamment du passage qui a été accordé audit rail road par la rue des Bons Enfans, jusqu'à sa jonction avec les Champs Elysées et non *au delà* ; il sera nommé par cette municipalité un de ses membres pour s'entendre avec un membre qui sera nommé par la commission du rail road de Washington, afin de désigner la rue par laquelle une branche dudit rail road pourra arriver à la rue ou chemin public de la Levée et ce, entre les rues d'Enghein et Clouet.

Résolu, Que les billets tirés par le maire seront maintenus et que le trésorier en les endossant y mettra ces mots : *payez à l'ordre de la commission du Rail road de Washington d'un point de cette municipalité jusqu'à la Terre aux Bœufs.*

Sur motion, le conseil procède à l'élection d'un de ses membres chargé de s'entendre avec un des membres de la commission du rail road de la Terre aux Bœufs pour déterminer la rue où devra passer la branche dudit rail road.

M. Kilshaw ayant obtenu la majorité des voix a été déclaré dûment élu.

Sur motion de M Kilshaw et après dispensation des règles,

Résolu que le secrétaire est requis de transmettre immédiatement une copie officielle de la résolution précédente à la commission du rail road de la Terre aux Bœufs.

Le secrétaire donne connaissance d'une série de résolutions passées au conseil de la 2me. municipalité le 18 courant, et transmis officiellement à ce Conseil

Sur motion, le secrétaire est requis de traduire en français et faire imprimer cette communication, qui est mise à l'ordre du jour pour la séance prochaine.

Le Secrétaire donne lecture d'une lettre du secrétaire de la compagnie des pompiers Phénix No. 8 remerciant le Conseil de l'allocation qui leur a été faite pour la réparation de leur pompe.

Le Conseil prend connaissance d'une proposition de Blanze Jean Baptiste, de vendre à la municipalité un certain terrain situé sur le prolongement de la rue Moreau.

Sur motion, renvoyée au comité des améliorations.

M. Lesseps demande un congé de deux mois—Accordé.

M. Ferraud dans sa qualité de membre du comité spécial auquel avait été référée la lettre du président du chemin à coulisses de la Terre aux Bœufs, présente un contre rapport au rapport qu'avait fait la majorité dudit comité.

Sur motion de M. Marigny et après dispensation des règles,

Résolu, Que le contre rapport présenté par le membre du 1er district est rejeté attendu que l'objet de ce contre rapport n'est plus devant le Conseil de ville vu les résolutions passées dans cette séance.

Sur motion le Conseil s'est ajourné jusqu'à mercredi prochain le 26 du courant à 5 heures après midi.

Copie conforme.
J. B. S. St. AMAND—Secrétaire.

Paroisse Jefferson, 24 octobre.

A Monsieur Claudot Dumont, gérant de la ferme Modèle, paroisse St. Jacques.

Monsieur,

Je lis rarement les journaux, et ce n'est que par hasard que j'ai jeté les yeux, hier, sur l'Abeille du 20 octobre. J'y ai lu, avec intérêt, la lettre que vous adressez aux habitans sucriers, et dans laquelle vous leur promettez des merveilles. C'est très-bien.

Permettez-moi, Monsieur, de vous adresser quelques observations sur plusieurs points qui me concernent, et particulièrement sur un petit larcin que vous avez voulu me faire.

En parlant aux habitans, vous leur dites :

"Le soulage de vos sucres, et leur état déliquescent "ne tiennent qu'à une cause, c'est la potasse.

"Les analyses que la science vous a présentées, re"connaissent sur mille livres de cannes, plus d'une "partie de muriate et de sulfate de potasse, et comme "il vous faut au moins seize mille livres de cannes "pour faire un boucaut de sucre, il en résulterait 16 "livres de ces sels en combinaison avec une barrique "de sucre et sa mélasse.

Il ne faut pas, Messieurs, que vous soyez étonnés si la science ne vous indiquant le mal, ne vous a pas "indiqué le remède. Il y a cette différence entre le "savant et le fabriquant, que l'un ne veut mettre au "jour que des faits qu'il puisse prouver et rendre palpables; quand le fabriquant au contraire ne consulte "de faits que ses bons résultats.

"La chimie est une science aussi précise aujourd'hui "que les mathématiques, elle veut pas compromettre "une expérience sur une hypothèse et elle ne voudra "toujours extraire la potasse, et la mettre dans sa bassine de question pourvous n'ayez pas lu. Elle se borne "à ce que la potasse ne soit plus dans vos sucres, sans "forme nuisible, et ce résultat ne pouvait appartenir "qu'à la pratique.

Entrons en matière, Monsieur :

Vous commencez par affirmer aux sucriers que c'est la potasse qui rend leur sucre déliquescent ; il me paraît, que pour vous, la potasse, *le muriate de potasse*, (vous avez voulu dire le chlorure de potassium,) et le sulfate de potasse, agissent de la même manière sur le sucre et le font tomber en déliquescence, c'est-à-dire en sirop. Pour vous c'est une combinaison qui se forme entre ces diverses substances et le sucre, et qui démantibe ce dernier.

Permettez-moi de vous dire, Monsieur, que vous êtes dans une ignorance profonde à ce sujet ; si vous communiquiez un peu plus de chimie, et elle vous serait bien utile dans le poste que vous occupez, vous n'auriez pas commis une semblable bévue.

Le potasse n'existe point à l'état de potasse dans la canne de sucre; elle n'y trouve à l'état de sulfate de potasse et de chlorure de potassium. Le premier sel, ou sulfate de potasse n'est nullement nuisible à la fabrication, il aurait même le plus contribuer à la cristallisation du sucre, mais il n'est pas de même du chlorure de potassium : c'est ce dernier qui cause tout le mal. J'en ai fourni la preuve évidente dans mon précédent numéro.

Voyons maintenant où vous avez puisé toutes ces calomnies : c'est indubitablement dans mon analyse ! Cet ouvrage aurait mon travail en ignorait entièrement la nature intime de la canne à sucre ; mais vous avez désigné les faits, en y mettant du vôtre, et en disant que c'est la potasse qui décompose le sucre et le rend déliquescent. Je n'ai pas dit cela ; pourquoi ne m'avez vous pas cité textuellement ?

La différence que vous faites entre le chimiste et l'industriel, est à mon avis, fort judicieuse et les peint parfaitement l'un et l'autre. La chimie est une science aussi précieuse aujourd'hui que les mathématiques, et il devient dites-vous, ne veut mettre au jour que des faits qu'il puisse prouver et rendre palpables ; eh bien, Monsieur, si je n'avais pas rendu palpables tous les élémens de la canne à sucre, où en seriez-vous? vous ignoreriez probablement encore aujourd'hui que c'est le chlorure de potassium, existant dans le jus de cannes, qui rend le sucre déliquescent. Quant à l'industriel, nous savons qu'il ne fait point, par lui même, de découvertes qui mènent de suite aux grands résultats ; mais il est souple, intrigant, toujours furetant, toujours à l'affût des découvertes, et lorsqu'il peut profiter de celle du savant, bref il en emporte et sait merveilleusement les exploiter à son profit. Et puis, il crie bien fort, avec de grands mots, et dans un style ronflant, "que la science a su découvrir la cause du mal, mais qu'elle n'a pas indiqué le remède ; que ces résultats précieux ne peuvent appartenir qu'à la pratique consommée de l'industriel."

Vous rappelez-vous de la fable du Geai, Monsieur ? si vous ne vous la rappelez pas, lisez-la dans le bon Lafontaine, et vous trouverez une ressemblance parfaite entre le Geai de la fable et quelqu'industriel de nos jours.

Enfin, Monsieur, il me reste à vous dire deux mots sur le projet de filtration que vous proposez aux habitans sucriers ; moyen infaillible, selon vous, pour faire du sucre superbe, et cette découverte inappréciable, fruit de votre pratique consommée, n'entraine qu'à une dépense de cinq couverures de laine, cousues ensemble, et une caisse en bois de même surface. Ma foi, le moyen est bien simple, et j'avoue que l'on pourrait nous prendre pour de bien grands niguauds, de n'y avoir pas pensé plutôt. J'ose vous répondre, Monsieur, que le procédé de filtration que vous proposez avec autant d'assurance est entièrement impraticable et que vous ignorez encore aujourd'hui la nature du jus de cannes, votre projet en est une preuve incontestable.

Je ne pousserai pas plus loin mes remarques sur votre lettre ; le tableau que vous nous avez donné de votre connaissance en chimie nous prouve assez, que chez vous la théorie et la pratique sont à peu près à la même hauteur.

J'ai l'honneur d'être &c.

AVEQUIN.

ESPAGNE.

Une correspondance du Journal des Débats donne les détails du mouvement de Madrid et la mort de quelques individus.

A la première nouvelle du mouvement de la Granja quelques groupes assez insignifians d'ailleurs se formèrent dans Madrid ; ce ne fut que le dimanche 16 que les cris de vive la Constitution ! se firent entendre de la manière la plus menaçante. Le capitaine général avait à sa disposition un corps de troupes ; il avait dirigé quelques bataillons sur la Grande Place, ils étaient occupés à garder le pare d'artillerie, le palais et autres lieux importans ; de telle sorte qu'il n'y avait peut être pas 200 hommes de troupes disponibles.

Cependant cette poignée d'hommes suffit à Quesada pour maintenir la populace à la tête de quatre cuirassiers seulement, il se promène dans les rues bravant les coups de fusil qu'on lui tirait des fenêtres et les vociférations de la foule qui s'ameutait contre lui. Quand on le serrait de trop près, il faisait front et son seul aspect suffisait pour mettre en déroute ceux qui le poursuivaient de leurs cris. Quesada tint de la sorte jusqu'à six heures. Alors ayant sa disposition plus de monde, il fit braquer du canon à la Puerta del sol et à la Plaza Mayor ; les postes furent renforcés, et il devint évident qu'l'autorité n'avait rien à craindre des manifestations molles d'ailleurs, de la foule.

"Cependant le soir quelques gardes nationaux s'étant hasardés à reparaître en uniforme, s'emparèrent du couvent de los Basilios. On crut qu'ils allaient s'y défendre. Point du tout. A la première sommation ils se rendirent, et furent faits prisonniers sans coup férir, sauf les neuf braves. Quesada fit afficher une proclamation par la quelle il annonçait les habitans de Madrid de rester calmes, et les prévenait que le ministre de la guerre était allé à la Granja prendre les ordres de S.M. la reine.

"La nuit fut tranquille; mais le matin, à huit heures, le ministre de la guerre étant arrivé avec l'ordre de proclamer la constitution, tout changea de face. La veille, l'insurrection se composait de quelques centaines de personnes, la plupart enfans de douze à quinze ans, la population n'y prenait aucune part, non plus que la garde nationale, qui avait pourtant une belle occasion de se montrer. Mais à peine la constitution fut-elle proclamée, que vous eussiez vu une foule nombreuse saisie d'une tardive exaltation proférer des cris de mort contre ce même Quesada, dont le regard les épouvantait la veille. Ils se dirigèrent vers la fabrique de tapis, où on le disait réfugié.

"Par une inconcevable imprudence, le malheureux Quesada, qui connaissait bien pourtant le jeu qu'il jouait, et qui avait fait son testament l'avant-veille, Quesada fut aperçu fuyant à cheval dans la direction d'Hortaleza. Ici commence une de ces scènes effroyables que la plume ne devrait jamais retracer, s'il ne fallait l'imprimer comme une brûlure d'infamie, au front des lâches qui assassinent et des lâches qui laissent assassiner.

"J'avais suivi cette foule sanguinaire: hommes et femmes marchaient avec le plus grand sang-froid. Mais, dis-je à l'un d'eux, Quesada n'a fait que son devoir; comme militaire il a dû résister tant qu'il n'a pas eu d'ordre, et après tout il n'a pas fait verser de sang."—Non, me répondit-on, il, faut qu'il soit assassiné."

"A Hortaleza le capitaine-général, déguisé et muni, les uns disent d'un domestique, les autres du commandant Lavalette, fut reconnu; toutefois l'alcade du lieu le fit cacher de son mieux. Mais bientôt après arrivèrent les assassins qui le cherchaient. "Y a-t-il des gardes nationaux avec eux? demanda Quesada. "Oui, lui répondit-on."—Alors je suis perdu." On enfonce la porte, il est percé de deux coups de baïonnettes, son compagnon de fuite est massacré, mais ce n'est pas assez: ces misérables, qui ne pouvaient lui pardonner la terreur qu'il leur avait causée, le coupèrent en morceaux, chacun en prit un lambeau, et le soir, le dirai-je! les oreilles de Quesada étalées sur une table furent montrées en grande pompe au café Nuevo, et d'infernales harpies criaient au Prado des lambeaux de sa chair.

Disons encore que, quand on apprit à Madrid l'arrestation du malheureux Quesada, Seoane qui le remplacait, ayant résolu, après délibération d'envoyer quarante cuirassiers pour le protéger, l'ordre donné à deux heures et demie, ne fut exécuté qu'à cinq heures et demie; aussi ce ridicule et tardif simulacre de bonne volonté ne put-il empêcher le crime.

"Voilà sous quels effroyables auspices vient d'être inaugurée la troisième édition de la constitution de 1812. voilà le prélude de ce régime d'ordre et de légalité après lequel on dit que l'Espagne soupire.

"Croiriez-vous qu'à l'heure qu'il est les misérables qui ont assassiné Quesada procèdent impunément à la recherche de son fils, à qui pareil sort est promis! Croiriez-vous que les assassins sont connus par leur nom et restent impunis? Croiriez vous qu'il a été permis à la plus sale canaille d'aller vociférer et chanter d'immondes refrains toute la nuit sous les fenêtres de sa veuve? Croiriez-vous qu'ils ont voulu assassiner la mère de Cordova, qui a été obligée de fuir et de changer de demeure? Croiriez-vous enfin que le pouvoir qui tolère de semblables excès a le front d'afficher des exhortations et des phrases sur l'ordre public, des félicitations à la ville qui s'est conservée pure au milieu du glorieux événement de la révolution, grâce à la complicité de la presse, de semblables mystifications courent risque de s'accréditer en Europe?

"Tout cela est un déplorable spectacle; c'est une grande pitié de voir le gouvernement d'une nation comme la nation espagnole, renversé par une conspiration de sergens et de caporaux gagnés à prix d'argent, et un gouvernement s'élever sur les épaules de ces ridicules prétoriens; pour comble de misère tout ici repose sur des bases fictives et mensongères. Personne ne croit qu'il y ait vrai, ni les journaux qui s'accordent pour conserver à l'événement des dehors honnêtes, ni les chefs du mouvement qui savent mieux que personne ce qu'on peut attendre de la constitution de 1812; et la dupe de tout c'est ce malheureux peuple qui, ballotté d'espérance, accepte avec joie toute nouveauté accompagnée de promesses pompeuses.

"J'entendais l'autre jour, au milieu de la foule qui cherchait Quesada pour le mettre en pièces, une femme du peuple qui faisait aussi son programme: "Enfin, disait-elle, tout est fini maintenant, chacun va pouvoir rester tranquille et s'occuper de ses affaires, le commerce va reprendre et l'on va reconnaître l'indépendance de l'Amérique" Sauf l'indépendance de l'Amérique qui n'était évidemment pas de son ers, le reste montrait bien quelles sont ici les dispositions des masses.

"Il y a dans ce pays d'immenses ressources; par quelle fatalité s'est il donc trouvé depuis si long-temps jeté hors de ses voies ? On veut à toute force en faire une *monarchie constitutionnelle*, ON VEUT LE MOULER SUR LE PATRON DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE, et on n'aboutirait qu'à le rendre ridicule sous cette fausse décoration, si une nation tout entière pouvait devenir ridicule. *On veut établir des chartes chez un peuple qui ne comprend que l'autorité vivante*, chez un peuple qui ne se conduit pas par principes, mais par intérêt dans les petites affaires et par passion dans les grandes; chez un peuple qui n'a pas le sentiment de la légalité, qui ne fait juger par ses alcades, comme les Arabes par leur cadi, et dont le génie, apathique et impétueux par intervalles, n'entend rien à la procédure politique.

"Tout ce beau plan porte ses fruits; on a une constitution, mais personne n'y croit, ni ne la connaît; on fait des lois, mais personne n'y obéit; on fait des proclamations que personne n'écoute; on fait des compliment au peuple sur sa modération, au moment où il vient de tolérer d'infâmes atrocités, de telle sorte qu'il s'est formé deux Espagnes, l'une, pays modèle, peuple libre, puissant, heroïque, indomptable, peuple de grands hommes conduit par des chefs plus grands encore, et auquel tout réussit: c'est l'Espagne des journaux et des proclamations. Mais allez plus loin, percez plus avant, et vous toucherez alors l'Espagne véritable, l'Espagne ruinée, engourdie, fatiguée, l'espagne disloquée, sans administration, sans finances, sans esprit public, rongée par la guerre civile, fatiguée de diplomatie, de protocoles, de constitutions, et demandant au ciel ce que le lui refuse un homme, non pas même un grand homme, mais un homme intelligent, vigoureux et probo.

Ces paroles sont remarquables sur tout de la part du *Journal des Débats*. Il demande un homme pour l'Espagne; cet homme est trouvé, c'est Charles V. Il a failli des violences faites à Christine, la proclamation de la Constitution pour déclarer que l'Espagne n'a jamais été révolutionnaire, que des tentatives que l'on fait depuis vingt ans des constitutions écrites sont impuissantes. Il y a longtemps que le soulèvement des provinces le proclamait plus haut encore. Maintenant le voile se déchire et on laisse échapper de semblables aveux.

DERNIERES DATES.

Boston.....	10 oct	Vera Cruz.....	1 oct
New York.....	10 oct	Mexico.....	7 sept
Philadelphie...	11 oct	Londres.....	5 sept
Baltimore.....	7 oct	Liverpool.....	3 sept
Washington....	13 oct	Paris.....	29 août
Charleston.....	15 oct	Havre.....	1 sept
Havane.....	15 oct	Bordeaux.....	30 août

COMMERCIAL.

NOUVELLE-ORLEANS, 26 OCTOBRE.

VENTES DE COTON.

700 balles	Mississipi	17	1/8
486	do	16	3/8
345	do	16	
276	do	16	
150	do	15	7/8
98	do	16	1/8
73	do	17	1/4
50	do	17	
48	do	17	1/8
96	Louisiane	17	1/8
30	do	18	
2284			

Prix Courant du Coton et des Produits.

26 Octobre.

COTON..	Choix.....	00 18 à 00 19
	Bon Ite. qualité.....	00 17 à 00 17
	Dite 3de. dito.....	00 16 à 00 16
	Moyen.....	00 14 à 00 15
	Ordinaire.....	00 13 à 00 13
SUCRE..	Nlle-Orléans.....	00 10 à 00 11
	Blanc de Cuba.....	00 14 à 00 15
	Brun....dito.....	00 10 à 11 00
MELASSE..		00 40 à 00 42
TABAC..	1re qualité.....	00 5 à 00 6
	2de. qualité.....	00 4 à 00 5
	Croisé.....	00 3 à 00 4
	Cube.....	00 44 à 00 51
FARINE..		9 00 à 9 50
PORC....	Clair.....	24 00 à 00 00
	Mess.....	22 00 à 23 50
	Prime.....	18 00 à 18 50
	Plât-Côté.....	00
JAMBON	Fumé.....	00 11à 00 12½
	Côtés.....	00 10½ à 00 12½
	Epaules.....	00 7 50 à8 50
	Plât-Côtés.....	00 9 à 00 10½
BŒUF....	Mess.....	12 00 à 14 00
	Prime.....	00 11½ à 00 12
GRAISSE..		00 13 à 00 15
BEURRE..	Du Nord.....	00 22 à 00 25
MAIS....		00 80 à 00 85
WHISKEY..		00 41 à 00 44
TOILE....	D'emballage.....	00 27 à 00 28
CORDE:	D'emballage.....	00 12 à 00 13½

Coton—Nous donnons aujourd'hui notre rapport

VENTES D'ACTIONS.

NEW YORK, 10 Octobre

25 actions de la Banque des Etats-Unis 119½
150 " do 119
10 " Banque de Canal de la N.Or'a. 92½

BALTIMORE 8 octobre.

Coton—Il n'est fait une petite vente de Georgie, nouvelle récolte à 21 cents à 6 mois.

Café—Le marché est très calme, nous signalons des ventes d'environ 500 sacs de Rio à 11 1/2 à 12 cts. et de petites parties de Laguyra à 12 3/4 cents.

Farine de Howard Street—Il y a eu cette semaine une légère augmentation dans les recettes de farines de Howard street et le marché paraît être un peu plus animé. Nous n'avons cependant eu connaissance d'aucune transaction importante. Les ventes dans les magasins ont été faites à $9 50, que nous portons au prix courant du jour.

Le prix uniforme sur les wagons est $9 25 : il s'est vendu plusieurs petites parties "city mills", cette semaine à 9 sizzes à le baril à terme. Depuis, les détenteurs ont refusé de vendre à moins de 9 piastres au comptant, et il s'est fait une vente ce matin à ce prix.

Maïs—A été calme cette semaine. Nous signalons des ventes de blanc à 96 et 96, et de jaune à 92 2 92 1 9

Provisions—Il n'y a pas de changemens dans les prix du bœuf et du porc. Les détempteurs tiennent fermes à nos prix ; le marché est presque dépourvu de bon jambon de l'Ouest : nous avons eu connaissance de quelques petites parties, assorties, pour clore des ventes à 13 cents et 14 cents pour les plats côtés: cet article obtiendrait indubitablement une avance sur ces prix. Les inspections de la semaine sont 777 barrilleta beurre et 168 barillets saindoux. Point de bœuf ni de porc.

JOURNAL MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Expédiés.

MERCREDI, 25 OCTOBRE.

Navire Rhode Island, Schroeder, Liverpool, W Nott & co.
Navire Huntsville, Clark, New York, Bein & Cohen.
Navire Mozart, Welch, Havre, L Millaudon.
Brick Caroline, Sacerello, Barcelone, M de Lizardi & co.
Brick Isaac Franklin, Smith, Alexandrie, capitaine.
Goëlette Pocahontas, Irwin, St Marks, Florid, Legendre & Bernaud.

Arrivés.

MERCREDI, 25 OCTOBRE.

Brick Hebé, Howes, des îles Turque.
Bateau à vapeur Carrollton, Zerr, de Vicksburg.
Bateau à vapeur Champion, Clark, de Bayou Sara.
Bateau à vapeur Pawnée, Dunnes, de St Louis.
Bateau à vapeur Pittsburgh, Smith, de Louisville.
Bateau à vapeur Passenger, Embrée, de Lafourche.
Bateau à vapeur Mediator, Head, de l'Evansville.
Bateau à va. eur Mountaineer, Fairman, Pittsburgh.
Bateau à vapeur Princeton, Perry, de l'Ile de France (Miss.)

EN débarquement du navire Ballochan, et à vendre par les soussignés.
320 barriques vin rouge de toutes qualités
2000 caisses vin blanc et rouge
328 paniers huile d'olive, 50 caisses liqueurs
200 caisses fruits à l'eau de vie
100 do cerises do
100 paniers anisette, 182 sacs bouchons
100 demi barriques vin blanc
200 do vinaigre
13 caisses sardines à l'huile
15